



## Quand le dogme du libéralisme entraîne la faillite du secteur de l'énergie de l'Europe !!!

En 20 ans la commission Européenne aura réussi, par une politique incohérente et l'obstination aveugle dans la libéralisation du secteur de l'énergie en martelant la concurrence fera baisser les prix cela sera bon pour les consommateurs et les entreprises, à détruire les entreprises historiques du secteur électrique sans réellement construire une nouvelle industrie solide et apte à relever les défis du futur. Et en plus le bilan climatique de cette déréglementation est, quant à lui catastrophique.

La situation financière des grands groupes Européens est catastrophique, les géants européens de l'électricité (E.ON, RWE, Vattenfall, Engie, EDF...) ont perdu 75 % de leur capitalisation boursière depuis sept ans. La crise est sectorielle et européenne. EDF lui a vu sa capitalisation boursière passée de 160 milliards d'euros en 2008 à 22 milliards aujourd'hui.

Plusieurs raisons à cela :

1. L'incohérence de l'UE sur sa politique énergétique, avec la création de surcapacités massives de production d'électricité subventionnée au lieu de l'objectif européen de 20% d'énergie renouvelables, non lié à la réduction de consommation de pétrole et de charbon, cela a conduit au développement massif de surcapacités de production pour répondre au business de l'électricité, alors même que la consommation baissait par ailleurs du fait de la crise. Un constat ce développement du renouvelable s'est fait au détriment du gaz et du nucléaire, pas du charbon ou du lignite donc pas bénéfique pour le climat. L'Allemagne en est l'exemple, la production d'électricité au charbon ou au lignite, est restée constante entre 1990 et 2016. Les émissions de CO2 de l'Allemagne représentent toujours 16 fois celles de la France.

Le résultat est donc l'émergence de surcapacités de production inutiles sur le plan climatique et coûteuses sur le plan économique.

2. C'est l'essence même de la libéralisation et l'organisation des marchés de l'électricité, qui ne permet plus ni d'investir ni de rentabiliser les investissements effectués. Les prix de gros actuels sont à moins de 30 euros le mégawattheure, alors que les coûts de production à couvrir sont au moins de 45 euros pour le nucléaire existant et de plus de 60 euros pour les énergies renouvelables les plus performantes. Ainsi chaque mégawattheure vendu sur le marché génère-t-il une perte de l'ordre de 15 à 35 euros. Pour EDF, avec des ventes de l'ordre de 400 térawatts heures sur le marché, cela représente une perte globale de 8 à 10 milliards d'euros ! Quelle industrie peut vivre en ne recouvrant pas ses prix de revient ?
3. L'aveuglement de la commission européenne qui répète ici et là, le plus fort possible que seul le marché et la concurrence peuvent faire baisser les prix de l'électricité et profiter aux consommateurs européens, les faits sont têtus, depuis 1996 première directive sur la libéralisation, tous les pays qui ont libéralisé leurs marchés de l'électricité et supprimé leurs tarifs régulés ont vu les prix du kWh pour l'utilisateur augmenter d'une façon drastique, le bilan de cette déréglementation au Royaume-Uni en est un exemple, augmentation du kWh avec une augmentation importante de la précarité énergétique. Avec l'Allemagne ayant le prix du kWh le plus élevé d'Europe soit plus de 29cts du kWh. En dix ans les prix du kWh en Europe ont augmenté entre 40% à 140%, avec l'apparition d'une nouvelle pauvreté, la précarité énergétique on estime entre 75 à 125 millions

d'européen dans cette situation, avec conséquence de nombreuses coupures d'énergie plusieurs millions en Europe des conséquences sociales graves pour la population européenne. Nous sommes loin du droit d'accès à l'énergie pour tous comme un droit fondamental.

Dans le même temps les seuls investissements qui se font encore sont ceux qui sont subventionnés (les énergies renouvelables). Et pendant que les prix de gros (fixé arbitrairement pour permettre la concurrence) s'effondrent, vers les 25 euros le mégawatheure, le client final voit sa facture augmenter régulièrement du fait du poids des subventions : en France, les subventions payées par les Usagers domestique sont passées de 3 euros en 2002 à 27 euros le mégawatheure au 1er janvier 2016. En Allemagne ces subventions atteignent 70 euros. Cette situation amène les entreprises historiques du secteur à déclasser leurs actifs « classiques » (moyens de production non subventionnés) pour ne garder que ceux qui sont subventionnés, les énergies renouvelables déclarées « business d'avenir », parce que dépourvues de risque du fait... des subventions !

Les conséquences de cette situation à terme, c'est la sécurité d'approvisionnement et des centaines de milliers d'emplois qui sont en péril, lors de la première décennie de la libéralisation du marchés de l'électricité c'est plus de 100 000 emplois qui ont été supprimé (rapport Steve Thomas pour EPSU 2006). Depuis la situation de l'emploi dans ce secteur c'est dégradé.

4. La financiarisation du secteur, privatisations et OPA, ont conduit à un gâchis financier au bénéfice des seuls actionnaires, la déréglementation n'a profité qu'à eux seul. Déjà en 2006 après 10 ans de déréglementation c'est plus de 250 milliards d'euro qui on été dilapidé dans les OPA (rapport de Steve Thomas), depuis les OPA ce sont multipliés nous l'avons vue en France avec la SNET. Ces stratégies financières des groupes a conduit à leur endettement sans investissement dans la recherche, les moyens de production et de transport, sans impact pour l'accès à l'énergie pour tous en Europe avec une baisse des prix du kWh. Cela conduit aussi à un racket sur l'électricité avec des dividendes versé aux actionnaires. Pour EDF c'est plus de 27 milliards d'euro de dividende versé aux actionnaires, quelque soit le résultat du groupe ainsi EDF a même été obligé d'emprunté donc s'endetté pour rémunérer ces actionnaires.

Ainsi tout les grands opérateurs Européens ce trouvent en difficulté financière, malgré de bon résultat annuel (chiffre d'affaire et EBITDA en augmentation résultat net positif) à cause de leur endettement du essentiellement à la création du marchés de l'électricité décidé par l'Europe et validé par les gouvernements Européen de chaque pays.

Regardons d'un peu plus prêt l'évolution EDF en France, au 31 décembre 2015 la dette d'EDF est de 37 milliards d'Euro. Le développement d'EDF a l'internationale deux grandes périodes

1. Avant 1996, la directive Européenne sur la création du marchés de l'électricité, le développement à l'internationale, ce développement international, très limité avant 1990, était justifié par la valorisation des compétences techniques de l'entreprise, soit dans le cadre de l'exécution de grands contrats d'ingénierie, soit par l'intermédiaire de filiales ou de participations dans les pays tiers pour réaliser des projets d'investissements physiques et en récolter les fruits. (coopération)
2. Après 1996 et la libéralisation du marché de l'électricité en Europe et dans le monde. Nouveau contexte, des restructurations et des privatisations des systèmes électriques dans les pays du sud, et en Europe. EDF s'engage dans une phase de croissance intense à l'étranger (comme tout les grands opérateurs, grand jeu de Monopoly avec achat et

revente d'entreprise), cette croissance ce fait par des prises de participation. Les opérateurs ne font presque plus d'investissement productif.

Dans cette période il existe aussi deux temps fort pour EDF avant et après 2004.

En 2004, La transformation EDF passage du statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) à celui de société anonyme (SA) cotée en bourse.

Entre 2005 et 2008, EDF a affiché son ambition de devenir un groupe mondial, Elle réalise désormais près de la moitié de son chiffre d'affaires hors de France. À la fin de cette période, EDF a effectué deux opérations internationales majeures, en vue de participer au nouveau nucléaire dans le monde : aux États-Unis, avec l'accroissement de sa participation dans l'entreprise américaine Constellation, et au Royaume-Uni, avec l'achat de l'entreprise British Energy.

Les acquisitions ont fortement accru la dette du groupe et se sont, en outre, révélées très coûteuses. (Brésil, Amérique Latine, Etats Unis ect). La dette financière nette d'EDF était passée de 16,3 Md€ en 2007 à 24,5 Md€ en 2008, pour atteindre 41,1 Md€ en 2009 ;

Entre 2008 et 2009 (rapport cour des comptes)

- le rachat de British Energy, qui a grevé la dette financière du groupe de 13,5 Md€
- l'acquisition de 50 % des actifs nucléaires de Constellation, qui a alourdi la dette de 3,5 Md€;
- l'achat à Centrica de la société belge SPE, pour 1,3 Md€.

Au regard de ces chiffres, 27 Md€ de dividende versé aux actionnaires, plus de 50 Md€ d'acquisition (les sommes versé pour les acquisitions vont directement dans la poche des actionnaires de ces entreprises, Etats ou actionnaires privés et financiers) soit plus de 77Milliards d'euro soit presque deux fois la dette. Tout ces milliards qui aurai pu servir à autre chose et qui malheureusement n'ont pas servit à l'intérêt générale, à créer le droit à l'accès l'énergie pour tous, supprimer la précarité énergétique, et réduire significativement l'impact sur le climat du secteur de l'énergie dans le monde, il est bon de rappeler le secteur de l'énergie est la première source d'émission de CO2 dans le monde et en Europe.

Le constat est sévère nous sommes loin des objectifs affichés par l'Union européenne lors de l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz décidée, qui étaient nombreux.

Ces principaux objectifs étaient de :

- Garantir au consommateur le juste prix par le jeu de la concurrence
- Protéger l'environnement par la promotion des énergies renouvelables et d'une meilleure utilisation de l'énergie
- Créer un marché européen de l'électricité et du gaz dans lequel une concurrence saine peut s'établir
- Assurer l'approvisionnement de tous les ménages.

Alors allons-nous avoir, avant la faillite totale de ce marché artificiel, un bilan sur la déréglementation ? La maîtrise public du secteur paraît essentiel pour répondre aux enjeux d'accès à l'énergie et au déficit climatique.

Gilles Pereyron

Vice président DAE SOS FUTUR

Montreuil le 15 mai 2016